

# 2018, année « irréversible » pour les Balkans occidentaux

UE Une « feuille de route » européenne est envisagée pour ces pays

- L'année à venir verra la perspective d'adhésion des Balkans occidentaux revenir en bonne place dans l'agenda politique européen.
- « Il y va de notre intérêt », estime une source européenne.

**B**alkans occidentaux, le retour ! Le dossier bouillant de ces pays de l'ex-Yougoslavie qui, avec l'Albanie, lanternent aux portes de l'Union européenne, promet d'effectuer un retour en force dans l'agenda européen, l'an prochain. L'année 2018 va même « offrir une opportunité unique pour la région de franchir des pas irréversibles vers leur intégration européenne » – pour autant que les indispensables réformes soient au rendez-vous, a assuré cette semaine la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité. Federica Mogherini a convié en début de semaine les six Premiers ministres des pays concernés, pour un dîner de travail à Bruxelles.

Il est même question d'un « *momentum* ».

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, avait martelé au début de son mandat, qu'il n'y aurait pas de nouvel « élargissement » de l'UE durant la législature en cours, qui s'achève fin 2019. C'était, officiellement, un constat technique : aucun de ces pays ne serait prêt à adhérer à l'UE d'ici là. Mais c'était aussi le reflet d'une « *fatigue* », comme on l'a appelée, pour l'agrandissement du périmètre de l'Union, après les vagues de 2004 (dix nouveaux États membres d'un coup !), 2007 (Roumanie, Bulgarie) et 2013 (Croatie). Et puis, il y avait la crise financière et bancaire, le spectre du Grexit, la déstabilisation de l'Ukraine tentée par un pas de deux avec l'Europe et bientôt le Brexit...

Puis, en septembre dernier, dans son « état de l'Union », Juncker signalait

que « l'Europe a de nouveau le vent en poupe ». Et, l'œil rivé sur 2025 (l'échéance du mandat de la prochaine équipe), le patron de la Commission assénait que « si nous voulons plus de stabilité dans notre voisinage, nous devons aussi offrir des perspectives d'élargissement crédibles aux Balkans occidentaux. (...) Dans les années qui viennent l'Union européenne comptera plus de 27 membres. » Voilà qui rouvrirait les

Faisant partie de l'UE  Ne faisant pas partie de l'UE



Méditerranée

LE SOIR - 22.12.17

vannes. Quelques mois plus tôt, mais plus discrètement, le sommet européen de mars « réaffirm(ait) son soutien sans équivoque à la perspective européenne de ces pays ».

L'année à venir, la dernière année pleine avant la compétition des élections européennes, verra donc le dossier « monter ». Outre l'engagement du commissaire en charge des négociations d'élargissement Johannes Hahn, Federica Mogherini devrait s'investir dans la région, après une tournée effectuée dans les six pays en mars dernier. En février, la Commission doit présenter une « stratégie pour l'engagement de l'UE dans les Balkans occidentaux ». La présidence semestrielle assurée par la Bulgarie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, a également placé la région au centre de ses priorités,

comme l'Autriche, qui suivra au second semestre, avant la Roumanie et la Croatie : des pays en première ligne ! En avril, la Commission présentera ses rapports annuels sur l'avancement de ces pays sur la voie européenne. Le 17 mai, un sommet UE-Balkans occidentaux est déjà à l' « agenda des leaders » européens, à Sofia. Les visites, de responsables des institutions comme des États membres, vont se multiplier. « C'est une séquence tout à fait nouvelle », relève une source européenne haut placée, soumise à l'anonymat, même par rapport à la fin de l'ère Barroso à la tête de la Commission.

La région présente une haute valeur géopolitique : outre le traditionnel objectif de « réunification du continent », ces pays sont stratégiques en termes de sécurité, de défense, de migrations, de radicalisation. Plusieurs d'entre eux ont développé un « islam européen ». Sur 18 millions d'habitants, la moitié à moins de 25 ans. « Il y va de nos intérêts. L'élargissement est une politique et un instrument. On a élargi l'élargissement ! », souligne la source européenne. Les pays des Balkans sont au cœur de l'UE : aucun de ces pays n'a d'autre frontière qu'avec un pays membre de l'Union.

La semaine dernière, au cours d'une soirée-débat au panel exceptionnel, qui rassemblait les seniors de la politique étrangère européenne que sont Javier Solana (le premier Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère) et Joschka Fischer (ex-chef de la diplomatie allemande) et l'« héritière » Mogherini, les deux anciens ont rappelé combien la déflagration dans les Balkans au cours des années 1990 a constitué un « coup de semonce » (Solana) pour l'Europe. Un nouveau « wake up call » semble avoir motivé le réveil actuel : le « dialogue » entre la Serbie et son ancienne province du Kosovo ne progresse pas, des blocages politiques en Macédoine ou en Bosnie ont fait craindre la résurgence de troubles. Et la Russie, mais aussi la Turquie, la Chine, sont plus que disposées à occuper le terrain que l'Europe n'occuperait pas. Or, « nous sommes un, nous sommes une famille. Nous sommes géographiquement et historiquement liés », dit Mogherini.

**« L'élargissement est une politique et un instrument. On a élargi l'élargissement ! »**

UNE SOURCE EUROPÉENNE

Toute avancée dépendra toutefois des « mérites » propres à chaque pays, qui ont encore de vastes chantiers à mener pour bétonner l'État de droit, la justice, la liberté des médias, etc. « Les États membres n'offriront pas de raccourcis à ces pays », reprend la source européenne. D'autant que l'opinion reste (très) tiède vis-à-vis de la perspective d'un nouvel élargissement de l'UE... parce que la Turquie négocie aussi son adhésion, même si elle « s'éloigne à pas de géants de l'Union européenne », avait souligné Juncker en septembre.

Alors, adhésion en vue ? Personne n'ose pronostiquer un calendrier, même si Johannes Hahn a déjà dit qu'il n'était « pas irréaliste » de voir certains pays rejoindre le « club » d'ici 2024. La Première ministre serbe Ana Brabic veut y croire aussi. Une « feuille de route » sera-t-elle adoptée en 2018 ? La question est en discussion. Mais le temps presse. Sur place, l'idée d'un isolement, de l'abandon, gagne du terrain, surtout parmi les jeunes. L'accusation d'une UE cherchant à renforcer la « stabilocratie » – la stabilité, avec toujours les mêmes au pouvoir – gagne du terrain. Beaucoup pensent que l'adhésion à l'UE et à l'Otan vont de pair, ce qui rencontre de fortes oppositions.

La plupart des États membres restent fort silencieux sur le sujet. Les pays du Nord sont beaucoup plus frileux que ceux du voisinage des Balkans. Dans son désormais célèbre discours à la Sorbonne, le président Macron a cependant également tendu la main aux Balkans, dans une UE réformée selon ses vœux : « Ils devront respecter les conditions prévues, mais les arrimer à l'Union européenne ainsi repensée, c'est une condition pour qu'ils ne tournent pas le dos à l'Europe pour aller ou vers la Russie, ou vers la Turquie, ou vers des puissances autoritaires qui ne défendent pas aujourd'hui nos valeurs. » « C'est un dossier pour les chefs d'État et de gouvernement, conclut notre source très au fait du dossier : S'ils conviennent qu'il y va de notre intérêt, cela avancera. » ■

PHILIPPE REGNIER

**ÉTAT DES LIEUX****Les Six sont à des stades variés sur la voie de l'UE**

Des six pays des Balkans occidentaux, la **Serbie** et le **Monténégro** sont les plus « avancés » vers l'UE : ils négocient leur adhésion, depuis janvier 2014 pour le premier et juin 2012 pour le second. La **Macédoine** et l'**Albanie** ont tous deux reçu le statut officiel de « pays candidat » mais n'ont pas encore reçu le feu vert des Vingt-Huit pour entamer les pourparlers d'adhésion. La **Bosnie-Herzégovine** et le **Kosovo** sont qualifiés de « candidats potentiels » pour l'adhésion. La « normalisation complète » des relations entre la Serbie et son ex-province du Kosovo autoproclamée indépendante en 2008 (au grand dam de Moscou, frère en religion orthodoxe de la Serbie !) est considérée comme un élément-clé de la stabilisation de la région. A noter que cinq États membres de l'UE n'ont toujours pas reconnu l'indépendance du Kosovo, dont l'Espagne, obnubilée par son « problème catalan »...

P.H.R.